

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA ROCHETTE CARTONBOARD SAS

23 Avenue Maurice Franck
73110 Valgelon-La Rochette

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement LA ROCHETTE CARTONBOARD SAS implanté 23 Avenue Maurice Franck 73110 Valgelon-La Rochette. L'inspection a été annoncée le 09/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection de l'établissement LA ROCHETTE CARTONBOARD SAS a été effectuée dans le cadre du suivi :

- des arrêtés préfectoraux portant mise en demeure des 02/03/21 et 26/06/24 ;
- de l'arrêté préfectoral imposant des mesures d'urgence du 28/01/21 ;
- des suites des précédentes visites d'inspection réalisées en date des 17/04/25 et 28/08/25 ;
- du courrier de l'inspection des installations classées du 28/07/25 relatif aux résultats de 2 dernières campagnes de contrôles inopinés dans les rejets aqueux de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA ROCHETTE CARTONBOARD SAS
- 23 Avenue Maurice Franck 73110 Valgelon-La Rochette
- Code AIOT : 0006104447
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

LA ROCHETTE CARTONBOARD SAS est une entreprise spécialisée depuis 1873 dans la fabrication de produits d'emballage pliants en carton à destination des secteurs pharmaceutiques (conditionnement de pilules médicales, pommades, etc.), alimentaires (emballage pour les aliments secs, les aliments congelés, les aliments humides ou gras, etc.) et autres (parfumerie, cosmétiques, soins corporels, jouets, vêtements).

Elle exploite à ce titre plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) dont certaines relèvent du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Les activités exercées par LA ROCHETTE CARTONBOARD SAS sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du 15/01/2010 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/10/2019.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des	APC du 08/10/2019, article 1er	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Surveillance des PFAS dans les rejets aqueux	Lettre du 28/07/2025	Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mise en sécurité de la cuve de FOL	APMD du 02/03/2021, article 2	Levée de mise en demeure
3	Rejet d'effluents liquides dans le milieu naturel et mortalité piscicole	APMD du 26/06/2024, article 1er	Levée de mise en demeure, Levée de consignation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise à l'arrêt de la tour aéroréfrigérante de la chaufferie au cours de l'été 2023 conduira à une mise à jour de la situation administrative ICPE de l'établissement.

Les sujets relatifs à la mise en sécurité de la cuve de stockage d'hydrocarbures et à la mise en rétention du parc à bois de l'établissement peuvent être considérés comme soldés.

Des prescriptions complémentaires seront proposées à la préfète de la Savoie à propos de la surveillance des PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des

Référence réglementaire : APC du 08/10/2019, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2921
Prescription contrôlée : Tableau relatif à la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE: [...]
Constats : Par courriel du 09/10/25, l'exploitant a indiqué que la tour aéroréfrigérante (TAR) de la chaufferie était associée à l'ancienne turbine de l'établissement et a précisé que les 2 équipements n'avaient pas été remis en route depuis la mise en service de la nouvelle installation constituée d'une turbine et d'un équipement adiabatique ne relevant pas de la réglementation relative aux ICPE. Cette mise en service a été effectuée en août 2023. L'exploitant a indiqué que la TAR avait été nettoyée à cette période et qu'elle était depuis désormais consignée. Par courriel du 06/11/25, en réponse à une demande de compléments de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• puissance du circuit TAR de la chaufferie = 814 kW ;• la mise à l'arrêt de l'équipement correspond à une mise à l'arrêt définitive ;• nettoyage de la TAR par une société agréée en 2023 (certificat de désinfection du 27/07/23 et procès verbal de réception de fin de chantier du 17/08/23) ;• consignation des 2 ventilateurs et des 2 pompes de la TAR ;• équipement laissé en place en toiture de la chaufferie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au Guichet Unique des ICPE de la Savoie un courrier afin de notifier la cessation partielle d'activité de la TAR associée à la chaufferie. Ce courrier devra en particulier préciser les informations visées par l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement (date de mise à l'arrêt, mesures de mise en sécurité, etc.). Une révision de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE pourra par la suite être proposée au travers d'un nouvel arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mise en sécurité de la cuve de FOL

Référence réglementaire : APMD du 02/03/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : La société [LA ROCHETTE CARTONBOARD SAS] est tenue de respecter dans un délai de 2 mois ou avant remise en service du stockage de FOL les articles suivants : <ul style="list-style-type: none">• article 2.1.1 de l'AP du 15/01/2010 concernant les objectifs généraux des ICPE ;• article 8.10.6 de l'AP du 15/01/2010 relatifs aux consignes d'exploitation ;• article 20 de l'AM du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une ICPE soumise à autorisation ;• article 22-2-1 de l'AM du 03/10/2010 relatif au stockage [...].

Constats :

En complément des éléments présentés lors des 2 précédentes visites d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le 30/09/25 le rapport indice 0 établi le 19/09/25 par INGEOS relatif à l'attestation de la mise en œuvre des mesures de mise en sécurité pour une installation mise à l'arrêt temporairement sans date de remise en exploitation. Ce rapport concerne la mise en sécurité de l'installation de stockage d'hydrocarbures classée sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4734-2-a. Il correspond à une ATTES-SECUR.

Après avoir rappelé les mesures de dépollution immédiate en urgence suite à l'accident survenu en janvier 2021 ainsi que les mesures de dépollution complémentaires réalisées en novembre et décembre 2021, l'organisme agréé a attesté sans réserve que l'exploitant a mis en œuvre les mesures de mise en sécurité de l'installation mise à l'arrêt temporairement sur le site. L'organisme agréé a de plus précisé qu'il peut être considéré que la source de pollution concentrée constituant l'écoulement de fioul lourd a bien été traitée en 2021.

Une note indice 0 du 18/09/25 est annexée au rapport susvisé et propose une synthèse des mesures de mise en sécurité mises en œuvre par l'exploitant à la suite des visites terrains réalisées le 14/05/25 et le 20/08/25 et à la suite d'un échange téléphonique avec la DREAL le 16/05/25. Cette note précise en particulier les points suivants :

- l'usage futur immédiat prévoit de laisser la cuve en place en l'état, vide, nettoyée et sécurisée ;
- un dossier de porter à connaissance devra être transmis au Guichet Unique des ICPE de la Savoie et à l'inspection des installations classées en amont de **l'éventuelle remise en service de l'équipement** ;
- en l'absence de rapport de fin de travaux et en l'absence d'une mesure de la qualité résiduelle des sols, il peut être admis que les zones de pollution concentrée (produit pur et terres les plus impactées) ont bien été traitées dans le cadre des opérations réalisées en 2021 ;
- dans **l'hypothèse d'une cessation totale d'activité**, il sera nécessaire de caractériser les zones dépolluées par de nouveaux prélèvements au niveau des zones diagnostiquées comme les plus polluées et dépolluées étant donné qu'aucune mesure n'avait été menée sur les fonds et sur les flancs de fouille en termes de réception des travaux réalisés en 2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que, conformément à l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15/01/2010, l'autorisation d'exploiter une installation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives. Aussi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- de se positionner quant au devenir de l'installation de stockage d'hydrocarbures mise à l'arrêt temporairement ;
- de transmettre un dossier de porter à connaissance relatif à la remise en service de cette installation, en amont de la remise en service effective de l'équipement qui devra avoir lieu dans un délai de 2 ans maximum à compter de la date de délivrance de l'ATTES-SECUR (soit avant le 18/09/2027) ;
- ou de transmettre, le cas échéant, la notification de la cessation d'activité de l'installation de stockage d'hydrocarbures et de décliner la procédure de cessation d'activité conformément aux dispositions des articles R. 512-39 et suivants du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Rejet d'effluents liquides dans le milieu naturel et mortalité piscicole

Référence réglementaire : APMD du 26/06/2024, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société LA ROCHETTE CARTONBOARD SAS exploitant une installation de fabrication de produits d'emballage pliants en carton – sise au 23 avenue Maurice Franck sur le territoire de la commune de Valgelon La Rochette 73 110 [...] – est mise en demeure de respecter sous un délai de 6 mois les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• [...] <p><i>Les prescriptions réglementaires susvisées ont respectivement constitué les points de contrôle 8, 4, 5 et 6 de la visite d'inspection du 24/04/24.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 24/09/25, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la bonne réception des équipements obturateurs nécessaires à la mise en rétention du parc à bois de l'établissement.</p> <p>Par courriel du 25/09/25, l'exploitant a transmis - en réponse à la demande de compléments de l'inspection des installations classées - les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• copie du bon de livraison ;• photos des équipements obturateurs ;• version provisoire de la procédure de mise en rétention du site ;• version provisoire du mode opératoire de mise en rétention du parc à Bois expliquant la mise en œuvre des dispositifs. <p>Au travers de ce même courriel, l'exploitant a indiqué que les équipements seraient stockés sous le hangar de la presse à boues (dite presse Bellemer) accolé à l'usine de pâte de l'établissement.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a précisé les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• la procédure relative à la mise en rétention du site a été actualisée (par exemple ajout de la zone de stockage des équipements obturateurs relatifs à la mise en rétention du parc à bois) ;• des essais individuels ont été réalisés suite à la réception des équipements obturateurs afin de tester ces équipements et de valider la procédure de mise en œuvre ;• une information a été réalisée auprès du personnel de l'établissement ;• des formations pratiques complémentaires seront dispensées en novembre et en décembre 2025 ;• l'exploitant a confirmé être opérationnel quant à la mise en rétention du site et en particulier la mise en rétention du parc à bois. <p>La visite d'inspection a été l'occasion de réaliser, de manière inopinée, un exercice de mise en rétention du parc à bois de l'établissement. L'exploitant a précisé, qu'en l'absence du chef de secteur ce jour-là, les conditions de réalisation de l'exercice correspondaient à une situation d'astreinte hors heures ouvrées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'essai a été jugé satisfaisant compte tenu du cadre de l'exercice (non arrêt de la production, circulation de poids lourds et d'engins au droit du parc à bois). La procédure établie à ce jour par l'exploitant pourra cependant être améliorée afin de tenir compte, en particulier, des points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">• localisation des points d'arrosage selon les situations rencontrées et priorisation de la mise en oeuvre des différentes plaques d'obturation (zone avant ou zone arrière du parc à bois par exemple) ;• non nécessité de mettre en place des plaques d'obturation sur les tampons fermés du parc à bois ;

- définition des zones devant être libres et accessibles en permanence (présence d'une benne de déchets sur une grille à obturer, présence des tas d'écorces de bois ou de biomasse, etc.) ;
- définition du temps maximum de mise en oeuvre de l'ensemble des équipements au droit du parc à bois en considérant qu'une durée de 15 minutes semble réaliste et cohérente avec le délais d'intervention des équipes du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Savoie.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de tenir à sa disposition la mise à jour de la procédure ainsi que le registre de formation du personnel de l'établissement sur la mise en rétention des différentes zones du site, ainsi que le carnet de suivi de la réalisation des exercices de mise en oeuvre des moyens de lutte contre l'incendie et de mise en rétention de chacune de différentes zones de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée de consignation

N° 4 : Surveillance des PFAS dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Lettre du 28/07/2025

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Au travers du courrier adressé le 28/07/2025, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de réaliser les actions suivantes:

- déclarer, sur la plateforme GIDAF en tant qu'analyses PFAS, les résultats des analyses réalisées dans le cadre des contrôles inopinés EAU 2023 et 2025 ;
- poursuivre les investigations quant à l'origine de ces PFAS détectés en articulant les actions et les réflexions autour d'une liste non exhaustive de questionnements (liste non rappelée ici) ;
- continuer les analyses des rejets aqueux de l'établissement de manière périodique et selon une fréquence trimestrielle en se basant sur la liste des PFAS qui aura été mise à jour et complétée le cas échéant en réponse aux questionnements susvisés.

Constats :

Rappel du contexte:

Certaines des installations exploitées par LA ROCHETTE CARTONBOARD sont soumises aux prescriptions de l'AM PFAS du 20/06/23. L'exploitant a donc fait réaliser 3 campagnes d'analyses de ses rejets aqueux en décembre 2023, janvier et février 2024. Les campagnes ont été réalisées par l'organisme DEKRA (laboratoire WESSLING). Les résultats ont conclu à l'absence de détection (résultats < LQ) sur ces 3 campagnes là.

Des contrôles inopinés EAU ont en parallèle été réalisés chez LA ROCHETTE CARTONBOARD en septembre 2023 (SOCOTEC avec laboratoire EUROFINS) puis en avril 2025 (report campagne 2024 – APAVE avec laboratoire EUROFINS). S'agissant de la surveillance PFAS dans les rejets aqueux de l'établissement, les rapports faisaient état des résultats suivants :

- septembre 2023: présence de plusieurs substances PFAS avec somme des 20 PFAS = 55 ng/L (en concentration, pas de résultat disponible sur le flux);
- avril 2025: présence de plusieurs substances PFAS avec somme des 20 PFAS = 554 ng/l (avec un haut niveau en PFOS = 232 ng/l) et flux de 4,75 g/j (dont 0,99 g/j de PFOS).

Au vu de ces résultats, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant, au travers du courrier du 28/07/25, d'apporter des précisions sur les résultats des analyses réalisées dans le cadre des contrôles inopinés EAU et de poursuivre ses investigations quant à l'origine de la

présence de PFAS dans les rejets aqueux de l'établissement.

Visite d'inspection:

L'exploitant a présenté les nouvelles investigations réalisées depuis la réception du courrier susvisé et a mis en avant les points suivants:

- informations erronées ou absence d'information transmises par les fournisseurs dans le cadre de l'établissement de la liste des substances susceptibles d'être présentes dans les rejets aqueux de l'établissement lors de mise en oeuvre des campagnes de surveillances prescrites par l'arrêté ministériel de juin 2023 ;
- absence d'indication des substances PFAS dans les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le site ;
- identification de 2 sources susceptibles d'être à l'origine de la présence de PFAS dans les rejets de l'établissement : production d'un carton alimentaire spécifique (représentant environ 2% du chiffre d'affaires de l'établissement) et extincteurs ;
- analyses encore en cours à propos des produits de dégradation des PFAS considérés;
- comparaison des différentes analyses réalisées dans le cadre des 3 campagnes de surveillance et dans le cadre des contrôles inopinés au vu de la liste des 20 substances réglementaires et de la liste des substances issue des données fournisseurs actualisées ;
- différence de valeur pour la limite de quantification (LQ) selon les laboratoires ;
- analyse des conditions de production et d'exploitation.

L'exploitant a également présenté une ébauche de plans d'actions afin de poursuivre les actions et investigations engagées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit finaliser et transmettre son plan d'actions. L'exploitant doit à ce titre déterminer si les substances susceptibles d'être présentes dans les extincteurs (et listées dans la diapositive 4 du document présenté lors de la visite d'inspection) peuvent se dégrader en PFAS réglementés par les règlements POP et REACH et si elles sont concernées par une substitution du produit à faire. Le plan d'actions doit également présenter une possibilité de substitution du produit entrant dans la fabrication du carton alimentaire spécifique, ou à défaut une solution visant à isoler les effluents issus de cette production afin de les gérer comme des déchets et de les envoyer vers une installation de traitement adaptée.

Des prescriptions complémentaires en matière de surveillance de PFAS dans les rejets aqueux et dans les boues issues de la station d'épuration de l'établissement pourra être proposée à la préfète de la Savoie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois